



INTERVIEW RADIO FM LIBERTE DU 04 AVRIL 2015 ACCORDEE AU CRD-MK

FM Liberté : Depuis 2013, le CRD-TOGO est l'un des premiers mouvements politiques à insister sur le retour de la Constitution de 1992 comme gage d'une élection libre et transparente et donc sans violence. Pensez-vous 2 ans après que la classe politique togolaise a sous estimé l'importance de votre appel?

Effectivement dans notre mémorandum du 21 juin 2013 sur la crise sociopolitique togolaise, le CRD-TOGO dans ses conclusions et recommandations avait demandé la mise en place d'un Gouvernement de mission devant apaiser la tension politique dans le pays, ramener la confiance en procédant aux réformes politiques majeures en vue de l'organisation dans la transparence des élections libres, justes et équitables garantissant la vérité des urnes. Malheureusement, pour des intérêts obscurs et partisans, notre appel loin d'avoir été sous estimé, n'a pas été simplement entendu. La réalité est que deux ans plus tard, au niveau des institutions de la République, c'est le statut quo et la tension politique dans le pays s'est exacerbée aujourd'hui.

FM Liberté : Le CRD-TOGO a également œuvré pour l'union de toutes les composantes de l'opposition et la nécessité de mener des actions communes pour parvenir à l'alternance. Mais à la veille de cette présidentielle cruciale cette opposition est plus que divisée. Qu'est-ce qui explique cette division qui s'apparente à un suicide collectif?

Vous le dites bien, l'opposition togolaise n'est autant jamais divisée depuis le soulèvement populaire du 05 octobre 1990. L'absence de vision politique claire et de stratégie et tactique politiques cohérentes et lisibles grevée de la guerre des ego et de la course au matérialisme et à la luxure peuvent expliquer ce degré d'auto-désintégration que vous semblez nommer suicide collectif.

FM Liberté : Aujourd'hui certains ont décidé d'aller à ces élections sans les réformes, d'autres prônent le boycott alors qu'une autre catégorie continue d'exiger les réformes avant les élections. Où se situe le CRD-TOGO exactement ?

La position du CRD-TOGO ne souffre d'aucune ambiguïté, car elle a été bien déclinée dans l'Appel de Bruxelles qui a sanctionné les travaux de notre première université populaire organisée avec le Mouvement KEKELI le 04 octobre 2014 à Bruxelles. Il y était clairement mentionné la nécessité d'une suspension du processus électoral, d'un consensus républicain en vue de l'ouverture d'une transition politique pour apaiser le climat sociopolitique et mettre en œuvre les réformes et résoudre les urgences sociales afin de ramener la confiance dans le pays. Au décours de cette déclaration, Sylvestre Apedo, notre Coordinateur chargé de la Diplomatie, la Vision et la Communication, a rappelé le 17 octobre 2014, que « *la crise politique togolaise loin d'être managériale (crise de gouvernance) est avant tout éthique et sociale* », et clairement relevé que : « *les réformes constitutionnelles et institutionnelles sont impératives et constituent des préalables incontournables pour une élection présidentielle juste, équitable, transparente, sans violence avant pendant et après le processus électoral, et dont les résultats pourront être acceptés par tous ! Au vu du climat sociopolitique actuel, ce n'est ni plus ni moins qu'une mascarade électorale qui est en cours. L'opposition sera comptable au même titre que le pouvoir en place si elle cautionne ce gangstérisme d'Etat !* ».

Il est clair que le CRD-TOGO et le Mouvement KEKELI souscrivent totalement et de façon républicaine à l'organisation consensuelle de l'élection présidentielle précédée des réformes telles que préconisées par l'APG.

Le CRD-TOGO et le Mouvement KEKELI relèvent avec constance par ailleurs l'arrimage du respect de l'agenda constitutionnel au bon fonctionnement des institutions de la République. Ce qui n'est hélas pas le cas en ce moment où la crise sociale a atteint son paroxysme avec la rupture de communication entre la Synergie des Travailleurs du Togo (STT) et le Gouvernement pendant que se multiplient les poches de contestation sociale dans le pays.

La sécurité humaine étant le cœur et l'objet de toute société qui se veut respectueuse de l'humain, le bon sens voudrait qu'en ce moment, le Pouvoir prenne sérieusement la mesure des risques encourus dans une lecture systémique des enjeux géopolitiques mondiaux actuels pour courageusement suspendre le processus électoral, ouvrir rapidement des consultations pour la mise en place d'un gouvernement de mission à même de résoudre la crise sociale et d'entreprendre les réformes constitutionnelles et institutionnelles de même que celles du cadre électoral en vue de l'organisation consensuelle et transparente de la présidentielle.

FM Liberté : Il paraît que certains partis politiques ont œuvré en catimini pour saboter le référendum d'initiative populaire (RIP) sur les réformes constitutionnelles et institutionnelles avant la tenue de la présidentielle de 2015 lancé par le CRD-TOGO et le Mouvement KEKELI le 04 octobre 2014 à Bruxelles? Vous confirmez ?

Effectivement comme l'ont souligné à plusieurs reprises Abass Kaboua du MRC et des auditeurs de la diaspora de Radio Kanal K, il nous a été rapporté que l'ANC par la voix de son président national, Jean Pierre Fabre, a appelé les gens à ne pas adhérer à la campagne de collecte de signatures ouverte le 13 novembre 2014 sur le territoire national et qui est censée déboucher sur la collecte des 500.000 signatures requises pour que la Cour Constitutionnelle - conformément à l'article 4, alinéa 3 de notre Loi Fondamentale - valide le référendum d'initiative populaire sur les réformes constitutionnelles et institutionnelles avant la tenue de la présidentielle de cette année. Permettez-nous d'affirmer avec profonde conviction, qu'il ne fait aucun doute que ce référendum devrait aboutir à la limitation du mandat présidentiel et au suffrage à deux tours, et ouvrir *de facto* la voie d'une révision profonde du code électoral. Cette dernière de même que la réforme du cadre électoral étant la condition *sine qua* non pour une élection présidentielle transparente et la vérité des urnes au Togo.

FM Liberté : Le CRD-TOGO a récemment écrit au Médiateur de la République Awa Nana Daboya pour qu'elle ramène le Gouvernement à la raison en vue d'un processus électoral véritablement démocratique, mais Awa Nana ne s'est pas retrouvée dans ce rôle et précise que ça ne relève pas de ses compétences. Pensez-vous qu'au Togo les institutions de la république sont crédibles et ont vraiment les coudées franches?

Jugez-en par vous-même ! Mme Awa Nana Daboya est égale à elle-même comme ce fut déjà le cas lors de la présidentielle de 1998. Même pour les conflits de travail qui relèvent de ses attributions de Médiateur de la République, avec une légèreté inouïe, elle esquive sa responsabilité derrière un aveu d'impuissance et d'irresponsabilité politique ou de manque de courage politique. Tout porte à croire qu'elle ne sert que de décoration, une marionnette à l'œuvre suivant le maniement direct de son créateur. Quant aux autres institutions de la République, elles sont reconnaissables à leurs divers fruits ! Taire les vrais sujets en mettant en place des institutions vides de pouvoir résulte d'une incohérente maladresse stratégique.

FM Liberté : Le mois passé le président en exercice de la CEDEAO, le ghanéen John Mahama a obtenu un report de 10 jours pour corriger le fichier électoral, êtes-vous satisfaits de ce report de 10 jours?

Le CRD-TOGO et le Mouvement KEKELI saluent l'intérêt que porte la CEDEAO à notre pays conformément à son Protocole A/SP1/12/01 sur la démocratie et la bonne

gouvernance signé et ratifié par le Togo. Toutefois nous regrettons le fait que ses efforts ne s'appesantissent pas sur le fond du problème togolais, ce d'autant plus que la continuité dans l'action politique et la crédibilité de l'institution sous régionale voudraient que la CEDEAO rappelle d'abord officiellement à Faure Gnassingbé le strict respect des principes constitutionnels communs à tous les Etats membres de la CEDEAO prescrits par l'article 1er du Protocole, notamment l'organisation des élections libres, honnêtes et transparentes. Ensuite son engagement pris la veille des législatives de 2013 d'opérer les réformes politiques prescrites par l'APG dès la mise en place de la nouvelle législature et enfin le respect de l'article 3 du Protocole qui dispose que « *les organes chargés des élections doivent être indépendants et/ou neutres et avoir la confiance des acteurs et protagonistes de la vie politique. En cas de nécessité, une concertation nationale appropriée doit déterminer la nature et la forme desdits organes* ». Au vu de cette disposition, le report de l'élection demandé par la CEDEAO procède de sa propre prise de conscience de la violation manifeste du droit de l'intégration régionale par le processus électoral en cours au Togo.

Il est évident que la transparence des élections ne tient pas seulement au fichier électoral qui n'est qu'un maillon du cadre électoral. Et dix jours sont loin de suffire pour résoudre les graves irrégularités que comporte le processus électoral actuellement en cours au Togo !

FM Liberté : Comment jugez-vous le rôle de la communauté internationale dans la crise politique togolaise depuis 25 ans?

Il n'y a rien à attendre passivement de la communauté internationale qui par essence agit selon ses intérêts et à la mesure de la psychologie des peuples. Il appartient donc impérativement au Peuple togolais de prendre courageusement son destin en main. Certainement qu'il doit être aidé pour ce faire par un leadership politique clairvoyant à même de décrypter les enjeux géopolitiques et géostratégiques mondiaux !

FM Liberté : L'idée d'une transition politique pour opérer les réformes avant les élections fait son chemin. Partagez-vous cette approche?

Certainement ! Il s'agit d'une approche de bon sens que le CRD-TOGO dès sa création le 15 juin 2013 n'a de cesse de préconiser comme l'attestent nos différentes déclarations, notamment notre mémorandum du 21 juin 2013 sur la crise sociopolitique togolaise.

Pour mémoire, le CRD-TOGO compte dans ses rangs le Collectif pour la Vérité des Urnes (CVU) qui dès le lendemain de la présidentielle de 2010 avait publié le 19 mai 2010 une analyse intitulée « Alternative pour une sortie de crise. 22 propositions pour refonder la démocratie au Togo » de même que le 09 novembre 2010 un Plan de sortie de crise pour le Togo appelant à l'ouverture d'une transition politique.

Plus qu'une transition politique, pour le CRD-TOGO et le Mouvement KEKELI, il s'agit de mettre en place un Gouvernement de mission sur la base d'un consensus républicain pour ramener la confiance dans le pays en s'attaquant sérieusement à la crise sociale actuelle, en opérant les réformes constitutionnelles et institutionnelles à même de doter le Togo d'institutions républicaines vertueuses garantes de la vérité des urnes.

FM Liberté : Au Togo le front social est également en ébullition avec les grèves à répétition de la STT que le Gouvernement accuse d'être à la solde de l'opposition. Pensez-vous aussi que ces syndicalistes sont manipulés?

Permettez-nous de rappeler que la représentativité syndicale est l'instrument majeur du dialogue social et partant de l'émergence dans notre pays de la démocratie sociale. Mais force est de constater actuellement la capacité ténue du Gouvernement à faire montre de position basse afin d'énucléer avec sagesse la crise sociale sans précédent que connaît actuellement notre pays.

Pour le CRD-TOGO et le Mouvement KEKELI, il importe de ne pas faire abstraction des mobiles qui fondent la grave ébullition actuelle du front social. Pour mémoire, les engagements pris par le Gouvernement lors du dialogue social de 2006 avec la mise en place du cadre de suivi n'ont pas été respectés nonobstant la montée en puissance en 2013 de la STT dont les manifestations avaient débouché sur la mort en avril de cette année de deux jeunes collégiens, Anselme Sinandare et Douli Sinanlègue, respectivement âgés de 12 et 22 ans. Au décours de cette tragédie, le Gouvernement malgré ses efforts que nous ne saurions taire n'a pas jugé bon de faire la preuve du respect de la dignité des travailleurs, épine dorsale de la République. Sinon comment comprendre que les engagements convenus en 2013 et qui ont motivé la mise en place d'une commission interministérielle dont les conclusions des travaux transmis en décembre 2014 au Gouvernement soient ignorées concernant le relèvement de 280 points de la grille indiciaire ? Il est question de débloquer une ardoise d'environ 20 Milliards FCFA pour faire face aux coûts de l'augmentation de la masse salariale, ce qui permettra une meilleure mobilisation des ressources humaines en vue de l'atteinte des objectifs de développement de notre pays. Comment comprendre qu'au moment où le Gouvernement rechigne à répondre favorablement aux légitimes revendications des travailleurs, qu'il soit alloué dans le budget 2015 de la République 56 Milliards FCFA au ministère de l'économie et des finances [selon l'Association togolaise Veille Economique] alors qu'on affecte 5,46% du budget à la santé contrairement aux 15% recommandés en 2001 par les Accords d'Abuja, et 1,75% à l'éducation pendant qu'il est sériné l'émergence du Togo en 2030 ? Les fondations de la République sont chancelantes avec l'état actuel des secteurs de la santé et de l'éducation sans

oublier ceux de l'agriculture, du logement et du foncier qui constituent ensemble le soubassement de toute œuvre républicaine pérenne.

Au lieu de répondre de façon conséquente à cette situation alarmante, le Gouvernement adopte une posture schizophrénique en clivant les forces syndicales, aggravant de fait la crise sociale aujourd'hui arrivée à un point périlleux avec le syndicalisme moderne de la STT qui veut diriger les négociations avec le Gouvernement. Il ne faut donc pas s'étonner de l'apparition des manœuvres visant à discréditer l'autre. Dès lors, les présomptions de manipulation politique qui pèsent sur la STT peuvent être mieux appréhendées si la STT appartenait à un parti politique, tel le cas en Angleterre, exemple parfait de social-démocratie, où le parti travailliste appartient aux syndicats.

Le CRD-TOGO et le Mouvement KEKELI réitèrent leur soutien résolu à la STT dans son combat pour la dignité des travailleurs Togolais et subséquemment de notre peuple, et invite le Gouvernement à la Sagesse afin de préserver nos énergies pour répondre ensemble aux défis de la Véritable Indépendance du Togo 55 ans après notre indépendance nominale du 27 avril 1960.

FM Liberté : Pour finir quel sera votre appel au peuple togolais et la diaspora?

Le Dieu Créateur de notre Univers, ATON, nous fait remarquer que : « *il n'y a pas de victime, il y a seulement des volontaires* ». C'est dire combien individuellement et collectivement nous sommes responsables du psychodrame sociopolitique togolais, et qu'il faille avant toute chose que nous le reconnaissons sincèrement afin de quitter la posture de victime pour souverainement changer en responsabilité notre situation individuelle et collective. C'est cela que nous appelons la Métamorphose, et à laquelle nous avons invité le Peuple togolais dans notre Déclaration du 24 juin 2014. Elle urge car les enjeux géopolitiques et géostratégiques mondiaux actuels n'offrent aucun répit à l'Afrique qui doit se réveiller de son long somme pour s'affranchir des prédateurs et des puissances des ténèbres qui l'aliènent.

Le CRD-TOGO et le Mouvement KEKELI à la veille du 55^e anniversaire de l'indépendance nominale du Togo lancent un vibrant appel à toutes les filles et tous les fils du Togo tout entier à la mobilisation et à la cohésion pour courageusement mutualiser les énergies en vue de la Véritable Indépendance de la Patrie actuellement spoliée de ses richesses aux dépens de ses enfants. Ne nous trompons pas de combat ni de perspective car plus que la démocratie qui a fait les preuves de ses limites aujourd'hui dans le monde, notre lutte doit dorénavant être celle d'une nouvelle gouvernance politique, sociale, économique, culturelle et religieuse du monde fondée sur l'Équilibre en vue d'un Vivre Ensemble Harmonieux !

Le CRD-TOGO et le Mouvement KEKELI souhaitent vivement que la célébration du 27 avril 2015 puisse être consacrée au recueillement et à l'introspection afin que chaque enfant du Togo puisse voir clair dans ce qui se joue sur la Matrice.

Joyeuses fêtes de Pâques à tous et que la Lumière de la Résurrection « Retournement » appelée en ewé « KEKELI VAVĀ » nous transmute tous !

Dieu bénisse le Togo, l'Afrique, l'Humanité et la Création tout entière !

Dr Edem Atsou Kwasi

Coordinateur général du CRD-TOGO